



Independent observer  
of the Global Fund

## Les commissions des attributions budgétaires du Congrès des États-Unis votent le maintien du financement du Fonds mondial et du PEPFAR

Les commissions des attributions budgétaires du Sénat et de la Chambre des représentants des États-Unis ont approuvé le financement des programmes de santé mondiale pour l'exercice 2018, à peu près au même niveau que l'an dernier. Ce faisant, elles ont ignoré le budget proposé par le président Trump, qui appelait à des réductions totales de 2,5 milliards de dollars, dont 225 millions de dollars de moins pour le Fonds mondial et 1 milliard de dollars de moins pour le PEPFAR.

L'exercice fiscal des États-Unis va du 1<sup>er</sup> octobre 2017 au 30 septembre 2018.

Les commissions des attributions budgétaires ont approuvé 1,35 milliard de dollars de financement pour le Fonds mondial, 4,6 milliards de dollars pour le PEPFAR, 755 millions de dollars pour l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme et 290 millions de dollars pour l'Alliance GAVI (du vaccin). Approuvés par les commissions, les projets de loi budgétaire passeront à présent au Sénat et à la Chambre des représentants pour un vote en plénière.

Si le Congrès approuve le montant de 1,35 milliard de dollars proposé pour le Fonds mondial, il s'agira de la première contribution des États-Unis au titre de leur promesse de 4,3 milliards de dollars pour la période 2017/2019. Pour 2014/2016, les États-Unis avaient apporté 4,1 milliards de dollars.

Les commissions des attributions budgétaires ont également approuvé un financement de quelque 74 millions de dollars pour l'International Fogarty Center des National Institutes of Health. L'administration Trump avait proposé d'éliminer ce centre, qui promeut et soutient la recherche et la formationscientifiques sur le plan international en vue de réduire les disparités en termes de santé internationale.

Dans les dispositions politiques incluses dans les projets de loi budgétaire, le Sénat et la Chambre des représentants sont allés dans des directions opposées. La commission du Sénat a voté en faveur du rétablissement du financement du Programme des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de la suppression de la règle du bâillon mondiale, une politique républicaine de longue date qui interdit tout soutien américain aux organisations de santé internationale qui offrent des services d'avortement ou en parlent. La politique de Mexico City, nom officiel de la règle du bâillon mondiale, a été introduite durant l'administration Reagan, et a existé sous chaque présidence républicaine depuis.

Pour sa part, la commission des attributions budgétaires de la Chambre des représentants a voté pour le maintien de la règle du bâillon mondiale et le refus de financer le FNUAP.

Une partie des informations sur lesquelles repose cet article provient des sites Web de la [Kaiser Family Foundation](#) et de [Foreign Policy](#).

[Read More](#)

---